

La terre et le gagne - pain : Sécuriser le développement généralisé et viable

La terre est primordiale pour le développement viable¹. L'agriculture et d'autres activités axées sur la terre soutiennent la plupart des stratégies des moyens d'existence des personnes vivant dans les zones rurales. En investissant dans des technologies appropriées, une gestion et une politique viables, elle a le potentiel d'assurer la sécurité alimentaire, la croissance économique et le développement à grande échelle.

Avec de plus en plus d'intérêt public et privé à l'agriculture, la concurrence pour les ressources en sol s'intensifie. Les opérations à grande échelle, commerciales, transnationales de sol – à travers l'achat de terrain, les titres de propriété et les activités agricoles sous contrat – sont partout dans le continent. Les transactions foncières en Afrique en 2009 uniquement sont revenues à 45 millions d'hectares. Les gouvernements, les coopérations multinationales, et la société civile et les donateurs agissent contre l'acquisition massive de terres par des moyens très différents. Certains voient les opérations foncières comme une menace au pauvre dans les zones rurales. D'autres voient les opportunités économiques pour les fermiers à petite échelle mais sont méfiants de la corruption et des conséquences négatives, ce qui les pousse à chercher un marché foncier amélioré. Maintenant, le parlement Pan Africain fait exiger que les questions sur la gouvernance foncière et leurs implications sur la sécurité alimentaire et la paix² soient abordées.

La sécurité effective de la propriété, liée à la protection contre l'acquisition massive des terres, et la redistribution foncière sont des conditions préalables pour la croissance effective des petits propriétaires. Mais comment peut-on arriver à ces conditions et quelle leçon peut-on apprendre des expériences en Afrique? Ce précis se base sur la toute dernière recherche de Future Agricultures et examine les changements dans l'utilisation de la terre et les relations de propriété associés à l'acquisition massive de terres et les réformes agraires dans quatre cas à travers le continent. Les questions suivantes se posent: Qui en profite? Qui est perdant et pourquoi? Et quels sont les conducteurs sociaux, politiques et écologiques?

Et quelles sont les conséquences de ces changements?

- L'Afrique, potentiel géant: Quels sont les potentiels et les embûches de l'agriculture commerciale dans la savane Guinéenne et au delà ?
- L'acquisition massive de terres et de biocarburant: Les biocarburants peuvent-ils permettre l'amélioration des modes de vie et de l'environnement ?
- Les opérations agraires et les pasteurs: Quels sont les impacts sur les ressources et les modes de vie?
- La réforme agraire de Zimbabwe – Quels sont les mythes, les réalités et les leçons?

Le réveil de La géante potentielle, L'Afrique: Les Potentiels et Embûches³

Selon le dernier compte rendu de la banque mondiale, des terres sous-exploitées en Afrique de l'ouest – La « savane Guinéenne » – et L'Afrique du Sud offrent un grand potentiel à l'agriculture commerciale – le compte rendu examine deux modèles opposés du développement de l'agriculture⁴. Le cerrado brésilien, dominé par des

opérations commerciales à grande échelle, et la révolution agricole, thaïlandaise menée par les petits propriétaires. Beaucoup de défis doivent être surmontés s'il faut que la zone de la savane africaine de La Guinée suive leurs pas vers le succès, même s'il se peut qu'il ait des effets défavorables socialement et au niveau environnemental. D'après le compte rendu on insiste que ceci peut être mitigé par: Une politique qui protégé équitablement les droits de propriété, la recherche agricole et les investissements sur l'infrastructure, les institutions pour permettre aux petits propriétaires d'avoir l'accès aux marchés et au crédit, et la bonne gestion de l'environnement. Mais il faut aborder les questions critiques.

La savane Guinéenne est-elle vraiment sous-exploitée?

La savane Guinéenne est une zone hétérogène avec les savanes soudanaises, les terrains boisés de miombo, des sols herbagers. Dans certaines zones - Le Nigeria du nord, Le sud-ouest de Burkina Faso et la région est supérieure du Ghana – la densité de la population est importante et l'intensification agricole est en cours. La densité de la population dans la zone restante est basse, avec les utilisateurs de terres qui pratiquent la culture à grande échelle, la garde de bétail et la récolte des ressources arborescentes. De telles activités ont été déplacées par les répartitions de terres à grande échelle dans les savanes Guinéennes et ailleurs. Le dédommagement est souvent inadéquat, Particulièrement pour les femmes qui perdent l'accès aux terrains cultivables et aux ressources environnementales.

Qu'est qu'il faut pour entretenir l'agriculture commerciale dans la savane Guinéenne?

L'agriculture compétitive a besoin: Des marchés croissants, Une gestion appropriée de la fertilité de la terre et des systèmes d'intrants, La recherche parmi des variétés des cultures plus tolérables à la sécheresse et la micro-assurance. Dans la savane guinéenne, investissement est requis aussi pour surmonter de graves contraintes dans l'industrie des productions animales et la sante environnementale – particulièrement l'éradication des mouches tsé-tsé et les services vétérinaires. L'investissement dans l'infrastructure du transport plus que toute autre chose ouvrira la Savane Guinéenne. L'investissement sur l'infrastructure exige une politique régionale (super-nationales) coordonnée – comme la recherche agricole régionalement ciblée.

Quelles voies de développement peuvent fort possiblement réduire la pauvreté et protéger l'environnement de la Savane Guinéenne?

Un système agricole à petite échelle, avec la gestion de la base des ressources naturelles en passant par des institutions décentralisées, et des activités de production et une gestion de ressources naturelles répondant à un marché en pleine croissance – Ceci serait une voie aussi bonne que toute autre. Les trajectoires du développement doivent englober la grande variété de produits agricoles et systèmes de culture, et d'élevage, la diversité des espèces d'arbres. et 'les sols humides dans les zones arides, critique pour le complexe écologique, les environnements prédisposés aux risques. Ceci exige des institutions locales fortes et des opportunités permettant le dialogue parmi

des groupes ayant des intérêts compétitifs. La biodiversité dans la Savane Guinéenne est primordiale pour les écosystèmes et les moyens d'existence et elle est un principal bien global et public. Certains pays – particulièrement La Tanzanie – se sont engagés à l'environnement de façon impressionnante en protégeant certaines zones. D'autres mesures ciblant des sites spécifiques – des flux migratoires, des pratiques agricoles favorisant la faune sauvage – seraient reçues aussi.

L'agriculture commerciale peut-elle vraiment être productive, idéale et favorable aux pauvres – vu les intérêts politiques et économiques dans la zone ?

La plupart des agricultures commerciales augmentent les inégalités au niveau rural empêchant les foyers ayants des petits moyens de profiter directement. Le modèle thaïlandais de petits propriétaires contrairement au modèle brésilien à grande échelle est voie préférable pour la Savane Guinéenne. Les petits propriétaires sont mieux placés au niveau de la compétition dans la production de la plupart des aliments de base et d'autres produits agricoles qui pourraient être cultivés (excepté le sucre) et ils sont aussi probablement préférables pour l'environnement. Les grandes fermes en Afrique ont généralement triomphé dans le cas où il y avait une sorte de subvention publique.

Mais les pays favorisant le réveil de la "géante dormante" finiraient par suivre le modèle brésilien. À l'origine, Le Brésil ont commencé l'exploitation de cerrado pour aider les petits propriétaires pauvres à s'installer et produire l'alimentation pour le marché domestique, mais les fermiers du Sud du Brésil se sont précipités dans l'acquisition massive des terres à des petits prix. L'affectation du sol dans la Savane Guinéenne ne risque que bénéficier des élites locales et les gros investisseurs étrangers due à l'influence politique ou tout simplement parce que le développement des petits propriétaires demande plus au niveau des services de soutien et l'infrastructure. Même les investissements prévus pour soutenir le développement des petits propriétaires – tel que les routes – déclencherait l'intérêt à la terre pour l'agriculture à grande échelle pourtant ils ne sont pas suffisants pour catalyser le développement des petits propriétaires.

Des politiques de sol fortes et équitables sont essentielles si les petits propriétaires doivent participer au développement de la Savane Guinéenne – et non seulement à l'écrit. Ce qu'il faut c'est renforcer les droits coutumières d'occupation dans la loi, en même temps que l'administration financée et décentralisée des droits du sol – pour permettre aux agriculteurs locaux d'avoir une base pour défendre leurs droits et les moyens de négocier avec les investisseurs étrangers.

Le pas en avant à prendre avec précaution!

- Ne pas construire des routes là où les petits propriétaires n'ont pas été pris en compte ou alors la juridiction de l'immobilier est faible.
- Ne pas investir dans les grandes entreprises là où le modèle des affaires dépend des subventions de l'Etat.
- Là où les grandes entreprises sont prêtes à investir, les lois existantes concernant les terrains et la tenure doivent être respectés pour éviter les conflits et faciliter la distribution des bénéfices globalement (apparemment même les terrains mal-utilisés semblent être acclamés et utilisés par quelqu'un).
- Les investissements des petits propriétaires peuvent être utilisés pour promouvoir la prise en compte des petits propriétaires – soit comme d'anciens planteurs, ou des immigrants qui peuvent bénéficier des infrastructures et des réseaux de marches accompagnant des investissements à grande échelle.

La saisie massive des terrains et les biocarburants: bénéficiant des moyens d'existence et l'environnement?

Alors que l'acquisition massive des terres devient un sujet grimpaçant dans le programme axé sur les politiques, les biocarburants sont un conducteur important dans beaucoup de transactions foncières à grande échelle. Les subventions et motivations liées aux politiques dans le nord ayant pour objectif de passer aux sources des combustibles non-fossiles entraînent une demande en progression pour les biocarburants à travers le sud. Alors que le focus était sur les investisseurs étrangers, la majorité des cas impliquent des alliances des élites nationales dans les secteurs publics et privés, ainsi que des entreprises étrangères, des gouvernements et des financeurs. Le résultat éventuel dépend de l'équité des intérêts et l'exécution du pouvoir ces différents groupes. Les transactions foncières ne se réalisent pas toujours – certaines existent seulement théoriquement; certaines sont implémentées, mais finissent par se faire retirer plus tard. C'est possible qu'il ait plus d'excitation et de spéculation que d'action en réalité, mais ceci pourrait quand même mener à des changements importants en ce qui concerne l'accès aux terres et les droits des utilisateurs existants des terres.

Les réponses possibles – trois opinions

Quelle est la réponse au biocarburant et aux accords immobiliers ? Trois vues différentes du problème et leurs dominent le débat:

1. **Les techno-optimistes** voient le développement d'une deuxième et troisième génération d'investissement de biocarburants en ouvrant ainsi les portes aux opportunités majeures pour l'investissement des biocarburants, pour aborder la dépendance du combustible fossile et du changement climatique. Les problèmes comme la perte des terrains par les utilisateurs existants sont supposés être réglés à travers les avancés technologiques et les investissements. Ce groupe inclut les grandes compagnies globales et quelques-unes dans la communauté internationale qui voient les fixes technologiques et les investissements comme la solution aux problèmes persistants du développement.
2. **Les managérialistes administratifs** s'intéressent à un secteur agricole bien capitalisé marchandisant l'alimentation et les matières premières, soutenues par une industrie globale et des ressources financières, comme le sauveur potentiel des petits agriculteurs en progrès, des régions de terrains abondants (comme la Savane Guinée). Mais ces écrits reconnaissent le besoin de mesures de gouvernances – favorisant des codes de conduite volontaires pour les investisseurs extérieurs basés sur les responsabilités sociales de la société.
3. **Les environnementalistes localistes** mettent l'accent sur les opportunités des petits propriétaires à utiliser la production des énergies locales par les biocarburants. Les avocats populistes – y compris des groupes de société civile, des ONG et des donateurs – voient bien le potentiel des interventions à petite échelle (des pinces de projet) pour sauver le développement local vert.

Comprendre la situation sur le terrain

Les investissements et les engagements extérieurs dans les marchés mondiaux ne sont pas nécessairement mauvais pour les utilisateurs locaux. Egalement, pas toutes les options de niveau local pour le biocarburant ne sont bonnes. Ce qui se passe aux moyens de subsistance et si les biocarburants contribuent ou non à l'amélioration de l'environnement et la réduction de la pauvreté ; tout cela dépend des négociations sociales et politiques sur le terrain. Deux exemples:

- **La canne à sucre et l'alcool éthylique au sud de l'Afrique**⁵. Les investissements dans la production à grande échelle de la canne à sucre et de l'alcool éthylique a du potentiel à contribuer au développement rural à travers une grande fiscalité, une compétition locale, un accès à la distribution des ressources et des richesses. Néanmoins, les preuves dans un cas montrent comment le pouvoir

économique rendu par une compagnie transnationale leur a permis de limiter leur contribution fiscale et d'empêcher plus d'investissements et de réduire les prix en entravant la compétition. Une expansion planifiée de la production d'alcool verticalement intégrée pourrait désavantager la population rurale et pourrait amener à de futures dépossessions de terrains et déplacements. Les attentes à améliorer les régulations financières peuvent être mises de côté ou peuvent détériorer complètement les investissements étrangers. Pourtant, le bilan possible – bénéfique et perte – des biocarburants nécessite d'être examiné attentivement, et compare aux politiques visant les ruraux pauvres directement.

- **Jatropha au Kenya**⁶. Le changement climatique international et les intérêts portés à l'énergie poussent Jatropha comme une récolte commerciale à grande échelle ; pendant que les groupes locaux la promeuvent pour améliorer l'accès à l'énergie pour les communautés à distance. Les moyens faibles de régulations des biocarburants ainsi que les activités contradictoires se développent côte à côte. Jusqu'à ce jour, néanmoins, ni la vision de Jatropha conduisant au développement basée sur le marché ni celle basée sur la communauté a été réalisée complètement. Un projet basé sur le bien de la communauté dessiné comme une mesure de maculage à carbone compense vraiment une procédure de conflits et de différenciations, résultant dans une saisie à petite échelle mais à une saisie de terrain d'un projet perturbateur. La leçon est: les petits propriétaires ont leurs priorités qui peuvent ou pas converger avec les groupes étrangers et nécessitent d'être entendus et soutenus.

Focalisation sur les droits

Les mesures proposées⁷ pour gérer la saisie des terrains dépendent de l'obtention d'un bon mécanisme de gouvernance. Mais les alliances des états et le capital international dérivant les investissements immobiliers sont forts, alors que la capacité de gouvernance et les mécanismes pour le programme de surveillance et le recours sont faibles dans plusieurs endroits. Les accords volontaires qui demandent instance au pouvoir de faire du bien fonctionnent rarement seuls: 'Celcil Rhodes aurait-il signé un code de conduite?'⁸ – bien sûr que non!

Un nouvel écrit est nécessaire pour reconnaître les risques ainsi que les bénéfices des investissements immobiliers. Les droits aux moyens de subsistance, à l'alimentation et aux droits de propriété doivent être défendus fermement – nécessitant la capacité de construire ainsi que la capacité de mobilisation. Qu'est ce qu'il est nécessaire de faire ?

- La création précoce de systèmes de sécurité d'alarme, de surveillance et d'intervention conduisant aux agriculteurs, et le soutien du gouvernement pour la documentation, la révision et l'imposition des contrats de terrain.
- La réorientation de la législation nationale (au nord et au sud) et internationale en faveur des utilisateurs des terrains – subventions/taxations, politique d'achat des entreprises, pots-de-vin et une corruption de la législation.
- Des interventions à l'investissement direct et des modèles harmonisés de commerce en faveur des moyens de subsistance des petits propriétaires et des ouvriers – en améliorant par exemple la chaîne des marchés.
- De nouvelles alliances entre les agriculteurs et les travailleurs des plantations, et entre les groupes de développement et les environnementalistes, pour résister aux saisies des terrains.

Les transactions du sol et les pasteurs: Effets sur les ressources et le mode de vie⁹

Dans le Delta de Tana au Kenya, des étendues de terrains – ressources de pâtures cruciales pour les pasteurs – sont mises de côté pour l'agriculture industrielle. Avec le projet TARDA (Projet du développement des rivières Tana et Athi) qui favorise les entreprises et gouvernements étrangers, plus de 25,000 personnes risquent d'être expulsées de leurs terrains ancestraux.

Des projets de peuplement ont saisi des pâtures à sécheresse saisonnière dans le delta. Le bornage des terrains à titre individuel nie l'accès aux pasteurs Orma qui se servent de cette terre depuis de générations. Les projets de peuplement auraient du été distribués: 70% aux communautés locales et 30% aux Kenyans venant d'ailleurs mais moins de 5% des fermes sont affectées aux pasteurs locaux. Les officiels affirment que les Pasteurs ne voyaient pas l'importance de posséder une ferme à l'époque. Mais avec le bornage des terrains ils ont perdu une terre immense de pâturage et les conflits entre eux et les fermiers risquent s'intensifier – particulièrement pendant les saisons sèches ou la sécheresse.

L'avenir

L'avenir des pasteurs Orma est de plus en plus lié à l'économie politique de la région de la côte et l'économie nationale. La nouvelle constitution kenyane va créer une commission nationale des terrains qui pourrait accorder une sorte de grâce à la « bousculade » à Delta actuellement. La politique nationale foncière protège les droits des groupes marginalisés, vulnérables et abandonnés dans la société, y compris les pasteurs¹⁰. Cependant, son implémentation doit être surveillée de près et les groupes défavorisés soutenus pour qu'il puissent profiter des transactions actuelles de sol.

La réforme foncière du Zimbabwe: mythes, réalités et leçons¹¹

La réforme foncière au Zimbabwe est très différente des autres acquisitions massives des terrains décrites ci-dessus. Les fermes commerciales à grande échelle – dont certains ont un gros succès – ont été occupées de force et remplacées par l'agriculture à petite échelle. Un million de personnes ont occupé 145,000 fermes A1 à petite échelle et 16,000 unités commerciales à travers le pays.

Depuis la saisie des terrains, un débat rationnel sur la réforme foncière a été gêné par des réclamations liées à la politique. Examinée relativement aux très diverses expériences réelles des colonisateurs

Acquisition massive du sol et les pasteurs – les Orma dans le Delta

Les Orma font le pâturage à travers le delta, leur terre traditionnelle partageant une frontière avec le parc national de Tsavo un investisseur dans le développement agricole, Galana ranch. Les transactions des sols et l'émergence des marchés dans la région ont généré une nouvelle pression – et des opportunités – pour les Orma:

Les transactions de sol: Les entreprises les agences étrangères se précipitent à l'exploitation du Delta pour l'exportation des produits agricoles, le biocarburant et les minéraux. Les développements Planifiés sont mal conçus et risquent de mener à une perte de moyens d'existence pour des dizaines de milliers de personnes.

La Restriction de l'accès aux ressources clés: L'affectation des ressources foncières clés dans Le Delta à travers divers transactions de sol empêche le pâturage de haute valeur aux pasteurs. Le Bornage des corridors: Les Pasteurs désignent des corridors pour repousser l'acquisition massive des terres – se procurer les corridors pour eux même comme stratégie de protection de leur terrain / pâturage.

Le développement des liens de marketing: L'émergence des marchés et opportunités pour la commercialisation à Mombasa et à Mariakani a vu naître de nouveaux entrepreneurs dans l'élevage et ses produits – y compris les femmes.

Cette dynamique a des implications majeures sur l'occupation des ressources. La propriété jointe des terres et des ressources de la terre se fait rapidement remplace par la propriété individuelle/prive avec des implications très graves pour les pauvres pasteurs qui ne peuvent ni joindre de groupes socialement organisés ni posséder un terrain

dans la province de Masvingo Ces revendications sont largement perçues comme des mythes:

1er Mythe: La réforme foncière Zimbabweenne est un échec total. La performance est variable. Les entreprises occupant les nouvelles fermes A2 mettent du temps à partir – puisque leur capital est parti avec l'écroulement de l'économie. Les petits propriétaires occupant les fermes A1 et les fermiers informels s'en sortent mieux – avec des activités au petit capital et dépendant de la main d'œuvre locale. La combinaison de la production agricole et les activités outre qu'agricoles, permet à beaucoup de fermiers d'améliorer leur mode de vie et d'accumuler le capital. Un groupe de 'fermiers de moyenne échelle' qui produisent de petits articles émergent. La réforme foncière engendre des défis et des opportunités, des gagnants et des perdants.

2eme Mythe: Les bénéficiaires sont les adeptes de la politique. Le patronage politique dans la répartition foncière existe sans doute mais la tendance est mixte. Les nouveaux occupants sont surtout des gens ordinaires et pauvres – dont la moitié vient des zones communales proches. Les occupants riches liés à la politique, se trouvent particulièrement dans les fermes A2 mais en petits nombres. Les divisions au niveau de classe, genre et aisance sont sources de conflits.

3eme Mythe: Il n'y a pas d'investissement dans les nouvelles habitations. Une destruction de grande ampleur de l'infrastructure des fermes commerciales a eu lieu, mais il y a assez de nouveaux investissements – surtout grâce aux efforts individuels et l'accumulation. Les nouveaux occupants ont dégagé la terre, acheté des équipements agricoles et investis dans l'élevage. Les tendances d'investissement sont hautement différenciées: Certains foyers jouissent d'une amélioration rapide de mode de vie, d'autres s'en sortent difficilement ou ont abandonné. L'investissement local est clairement insuffisant. Le défi pour les politiques c'est comment soutenir les processus d'accumulation 'en partant du fond'.

4eme Mythe: L'Agriculture est ruinée engendrant l'insécurité alimentaire. Le rendement des cultures d'exportation de haute valeur a chuté. Mais l'aperçu des autres articles est plus complexe. Le rendement des céréales et du coton reste stable et pour les haricots c'est la prospérité – principalement de fermes A2. La production est toujours en dessous du potentiel, due à la sécheresse et la fourniture limitée des graines et de l'engrais. Dans des zones plus humides généralement les foyers arrivent à produire assez d'aliments pour eux-mêmes mais dans les zones plus sèches la situation pour les fermes A1 est précaire. En générale, jusqu'à la moitié des foyers – 'fermiers à moyenne échelle' – accumulent avec succès dans les fermes mixtes (plus que pendant la révolution de maïs des années 80 – mais ce n'est certainement pas le cas pour tout le monde). Le défi politique est de faciliter le succès d'une agriculture commerciale plus capitalisée pour un groupe plus étendu.

5eme Mythe: l'économie rurale s'est écroulée. L'économie informelle rurale s'adapte vite, tant dis que l'économie formelle subit des détroits extrêmes au cours de la dernière décennie. Les nouvelles chaînes émergentes d'approvisionnement lient les zones d'habitation avec les nouveaux marchés et producteurs. Contrairement à l'ancien dualisme où beaucoup de personnes sont exclues, plus de personnes participant à l'économie rurale, les bénéfices se propagent plus largement et les liens économiques sont plus intégrés. Le développement au niveau régional est nécessaire pour focaliser sur le linkage – tout en évitant de négliger cet entrepreneur alisme et la conquête par les élites – permettant la croissance à grande échelle.

Avec de bonnes mesures, la perspective pour le développement est bonne – vraiment meilleur par rapport au système d'élevage que les fermiers ont remplacé à la province de Masvingo.

Remerciements:

Ce Point Info est édité par Kate Wellard pour le **Future Agricultures Consortium**. Le Rédacteur des Series est David Hughes. Pour de plus information concernant cette serie visitez: www.future-agricultures.org / Future Agricultures Consortium a pour objectif de susciter les débats et d'encourager le dialogue sur les questions essentielles et la politique à conduire, pour l'avenir de l'agriculture en Afrique. C'est un partenariat entre organismes de recherche africains et britanniques. Future Agricultures, Institute of Development Studies, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni T +44 (0) 1273 915670 E info@future-agricultures.org / FAC apprécie le support de l'UK Department for International Development (DFID)

La réforme sur les moyens d'existence et la terre – Des Leçons pour Le Zimbabwe et ailleurs

Les leçons du Zimbabwe suggèrent que des révisions majeures de la politique la pratique sont nécessaire suite à la réforme foncière.

- Le développement agricole des petits propriétaires peut générer une production viable et des moyens d'existence si l'accumulation se fait du fond – avec un bon soutien. Ceci comprend: l'infrastructure (barrages, routes), le financement (systèmes de crédit), L'approvisionnement d'intrants (engrais, graines), la technologie (intermédiaire et appropriée) et les mécanismes de coordination (institutions et politiques) qui permettent la croissance et la viabilité agricole au lieu, contrairement à une agriculture réprimée.
- L'agriculture commerciale à grand échelle a sa place – Là où il y a les avantages réels de l'ampleur.
- Un mélange au niveau de la taille des fermes, focalisé sur des marchés différents et avec des producteurs de types différents, ayant une interaction productive, semble le meilleur moyen d'atteindre la croissance économique et le bien public. Ceci a besoin d'une approche souple – Quitter les systèmes dualistiques d'agriculture et permettre le changement d'ampleur, selon l'avantage comparatif, les opportunités d'investissement et l'engagement des fermiers

Les résultats clés sur la politique

- Le modèle de petit propriétaire – Aa la place de l'agriculture à grande échelle - peut générer les bénéfices socio-économiques plus étendues avec moins cout environnemental pour la région de la Savane Guinéenne – Si les droits des utilisateurs sont renforcés et les investissements publics bien ciblés.
- Les risques et bénéfices de l'investissement foncière doivent être abordés et les droits des utilisateurs du sol fortement défendus, si le biocarburant doit être bénéfique pour l'environnement et au niveau des moyens d'existence.
- Les pasteurs – et d'autres groupes mal représentés – restent les victimes principales des transactions foncières, à moins que leurs droits soient défendus et soutenus.
- Un mélange souple des petits propriétaires et agriculteurs à grande échelle, ayant une interaction productive – Au lieu d'un système dualistique rigide – Serait le moyen idéal d'atteindre la croissance agricole et le bien public au Zimbabwe et au-delà.

notes de fin

1. African Union's Framework and Guidelines on Land Policy (adopted by Heads of State in Tripoli, June 2009)
2. Third Ordinary Session of the Second Parliament, Midrand, South Africa (October 2009)
3. Scoones, I (2010) Awakening Africa's sleeping giant? The potentials and the pitfalls Future Agricultures Policy Brief 36, FAC
4. World Bank (2009) Awakening Africa's sleeping gGiant: Prospects for commercial agriculture Washington DC
5. Richardson, B (2010) Big sugar in southern Africa: rural development and the perverted potential of sugar/ethanol exports Journal of Peasant Studies 37(4)
6. Hunsberger, C (2010) The politics of Jatropha-based biofuels in Kenya: convergence and divergence among NGOs, donors, government officials and famers, Journal of Peasant Studies (37:4)
7. FAO (2009) Towards voluntary guidelines on the responsible governance of tenure and other natural resources Land Tenure Working Paper 10.
8. 8Robin Palmer (2010) A new scramble for Africa? Mokoro Newsletter 52:4
9. Nunow, A (2010) Pastoral innovations and changing political economy of the Orma pastoralists, Tana Delta, Kenya Future Agricultures Research Update 02, FAC
10. Land Rights and Reform Agenda in Kenya: Policy Brief to Kenya Human Rights Commission (2010)
11. Scoones, I; (2010) . James Currey, Weaver Press and Jacana